

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 15/11/2022 de la SETMI, implantée 11 chemin de Perpignan à Toulouse, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Bruit - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004 article : Article 6.1.1 - délai : 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

- nom : Surveillance des eaux souterraines - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004 article : Article 9.2.3 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Dispositif de contrôle par vidéo - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021 article : D.541-48-1-III
- nom : Modalités de stockage des déchets dangereux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004 article : Article 5.1.3

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 20/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SETMI

11 chemin de Perpignan
BP 33724
31000 Toulouse

Références : 2023-144
Code AIOT : 0006802412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'usine d'incinération de déchets non dangereux de la SETMI, implantée 11 chemin de Perpignan à Toulouse. L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est la deuxième visite du site réalisée depuis le début de l'année 2022.

Elle a pour objet de vérifier, par sondage, la situation de l'installation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a plus particulièrement porté sur l'action nationale 2022 définie par le ministère de la transition écologique concernant l'application du décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux (pris dans le cadre de la loi AGEC) qui prévoit notamment :

- l'interdiction progressive de l'élimination des déchets valorisables dans les ISDND et les incinérateurs,
- la transmission de documents justifiant du respect des obligations de tri à la source par le producteur de déchets, préalablement à l'apport des déchets dans les installations d'élimination (hors UVE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SETMI exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société VEOLIA), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure

également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330 000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositif de contrôle par vidéo des déchargements de déchets
- conditions d'élimination des déchets (attestations de tri)
- suites de la visite précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 6.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 9.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/
8	Modalités de stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 5.1.3	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/
4	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/
5	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/
6	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/
7	Réserve d'eau incendie	AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article Article 1er	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise en place du dispositif d'enregistrement des déchargements par vidéosurveillance et la prise en compte des évolutions réglementaires relatives aux conditions d'élimination des déchets en incinération (hors UVE).

L'inspection a relevé sur cette thématique 1 fait susceptible de suites relatif à l'absence d'information individuelle des salariés de la mise en place du dispositif de surveillance des déchargements par contrôle vidéo.

En complément, la visite des installations a également permis de mettre en évidence :

- 1 fait susceptible de suite concernant les modalités de stockage des déchets dangereux qui nécessitent d'être améliorées.

Enfin, dans le cadre de la vérification des suites données aux constats relevés à l'issue de la précédente visite d'inspection de 2021, l'inspection a constaté 2 faits non conformes :

- 1 fait relatif aux résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines mettant en évidence un défaut d'étanchéité de la plateforme de stockage des mâchefers,
- 1 fait relatif au dépassement des niveaux d'urgence autorisés en période nocturne, conduisant l'inspection à proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires applicables.

Lors de la réunion de clôture, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'exploitant a installé 8 caméras de surveillance : - 4 au niveau des fosses permettant de surveiller les déchargements (1 par quai de déchargement) - 4 en face des quais de déchargement permettant d'identifier les plaques d'immatriculation. Les images enregistrées ont pu être consultées. Celles-ci permettent d'identifier la nature des déchets déchargés et de lire, en ayant recours à un outil de "zoom", les plaques d'immatriculation des véhicules. Toutefois, il a pu être constaté que le niveau de résolution des caméras ne permet pas toujours de lire aisément les plaques d'immatriculation selon les manœuvres effectuées par les camions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;-la finalité du traitement installé ;-la durée de conservation des images ;-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats : La mise en place du dispositif de contrôle par vidéo a été présentée au CSE de l'établissement lors de sa séance du 17/09/2021. Le procès-verbal de la réunion a été fourni.</p> <p>Pour ce qui est de l'information du personnel, l'exploitant a établi une note de service (datée du 28/07/2022) qui a été affichée dans les lieux prévus à cet effet. Si celle-ci indique bien la présence de caméras sur le site, l'inspection relève qu'elle ne précise pas leur localisation.</p> <p>De plus, cet affichage ne permet pas de répondre totalement à la disposition de l'article D. 541-48-1-III du code de l'environnement ci-dessus, qui prévoit que l'information des salariés soit effectuée de façon individuelle. Ce point a été indiqué à l'exploitant qui s'est engagé à effectuer cette information de façon plus individuelle et à la formaliser (au travers d'une feuille d'émargement).</p> <p>Concernant la signalisation des caméras, 2 panneaux de signalisation ont été installés, l'un à l'entrée des quais de chargement, le second au niveau de la porte d'accès piétons.</p> <p>Les panneaux de signalisation comportent l'ensemble des informations requises à l'exception du numéro de téléphone du responsable de l'exploitation.</p> <p>Enfin, l'exploitant a adressé le 27/10/2022 un courrier aux collecteurs et transporteurs les informant de la mise en place du dispositif de contrôle vidéo et leur demandant de s'assurer de la bonne information de leurs propres salariés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
Constats : Les images enregistrées ont pu être consultées. La date et l'heure y sont bien indiquées, et aucun enregistrement sonore n'est effectué. Il a également pu être observé que lorsque des personnes sont filmées, leur visage est flouté. L'exploitant a indiqué avoir prévu la conservation des images durant 1 an. Un serveur indépendant a été installé sur site pour la conservation de ces données. Pour ce qui concerne le suivi des indisponibilités du dispositif de contrôle par caméras, l'exploitant a présenté le document d'enregistrement qu'il a établi à cet effet. Celui-ci présente l'ensemble des informations attendues. Toutefois, le document présenté est vierge alors que l'exploitant a indiqué avoir rencontré un dysfonctionnement depuis la mise en place des caméras. Il a précisé que ce dysfonctionnement n'avait pas conduit à une indisponibilité du dispositif de contrôle, justifiant ainsi l'absence de mention de ce dysfonctionnement dans le journal. Néanmoins, l'inspection rappelle que le journal doit recenser les périodes d'indisponibilité mais également les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Ce dysfonctionnement ayant nécessité une intervention de l'installateur, cette dernière aurait dû être mentionnée dans le journal de suivi. Le journal de suivi complété a été transmis à l'inspection le 24/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.
Constats : L'accès aux images enregistrées est sécurisé par un identifiant et un mot de passe. L'exploitant a établi une liste limitée de personnes habilitées pour accéder à ces enregistrements, en leur attribuant des identifiants personnels. Il s'agit : <ul style="list-style-type: none">- du personnel d'encadrement de l'établissement (4 personnes)- des personnes assurant le suivi de l'installation chez DECOSET (3 personnes)- de la DREAL (1 identifiant). <p>Tout le dispositif d'enregistrement (serveur, écrans de visualisation des images enregistrées, commandes) est installé dans un bureau dont l'accès n'est actuellement pas limité, mais qui va faire l'objet très prochainement, selon les déclarations de l'exploitant, d'un recloisonnement de façon à en limiter l'accès. Un report des images enregistrées en temps réel est effectué en salle de quart.</p> <p>A noter qu'en matière d'exploitation des images enregistrées, les pontiers ont la possibilité de signaler tout événement à l'aide d'un bouton poussoir qui établit un repère au niveau des enregistrements. L'exploitant a par la suite la possibilité d'exploiter les images pour chaque événement signalé. L'exploitant précise toutefois que, pour le moment, le personnel l'utilise essentiellement pour signaler des incivilités au niveau des quais de déchargement. Il indique qu'il prévoit d'établir une consigne précisant la nature des déchargements devant faire l'objet d'un signalement et de re-sensibiliser le personnel à ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Compte tenu de la performance énergétique attendue pour 2022, l'installation n'est pas considérée comme une installation de valorisation énergétique (UVE). Par conséquent, les dispositions détaillées ci-dessus s'appliquent. Il s'avère que l'exploitant ne dispose pas des attestations requises des différents producteurs de déchets d'activité économique dont il assure l'élimination. Quelques fiches d'identification préalable établies au titre de l'année 2022 ont pu être présentées, mais celles-ci ne permettent pas de répondre aux dispositions indiquées ci-dessus. Une période de tolérance étant admise jusqu'à fin 2022, l'exploitant devra toutefois s'attacher à faire établir ces attestations de tri par les différents producteurs de déchets pour 2023 en l'absence d'amélioration de la performance énergétique du site. Ces documents pourront utilement être demandés lors du renouvellement des certificats d'acceptation préalable. L'inspection rappelle que l'attestation signée doit comprendre a minima la liste des obligations de tri auxquelles est soumis le producteur et la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. Un exemple d'attestation (disponible sur le site du ministère) est annexé au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Prescription contrôlée : II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées. Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur : 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique, 2° Les papiers graphiques ; 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles. 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.
Constats : Compte tenu de la performance énergétique attendue pour 2022, l'installation n'est pas considérée comme une installation de valorisation énergétique (UVE). Par conséquent, les dispositions détaillées ci-dessus s'appliquent. Il s'avère que l'exploitant ne dispose pas non plus des attestations requises pour les déchets pris en charge par les collectivités. Une période de tolérance étant admise jusqu'à fin 2022, l'exploitant devra toutefois s'attacher à faire établir ces attestations de tri par les différents producteurs de déchets pour 2023 en l'absence d'amélioration de la performance énergétique du site. Ces documents pourront utilement être intégrés aux prochains CAP. Pour rappel, ces attestations doivent décrire les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA). Un exemple est présent sur le site du ministère de la transition écologique et est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article Article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : La Société d'Exploitation Thermique du Mirail (SETMI), dont le siège social est situé au 11 chemin de Perpignan, à Toulouse (31100), exploitant une usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 7.3.1 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par courrier du 29/03/2022, l'exploitant a rappelé les différentes échéances ayant jalonné la mise en place de la réserve d'eau incendie complémentaire (avenant au contrat de délégation, commande pour l'étude du dimensionnement et du choix de l'équipement à mettre en place, permis de construire). Il y précise également que le délai d'approvisionnement du groupe motopompe nécessaire au fonctionnement de la réserve d'eau incendie s'établit à 25 semaines et s'engage, dans ces conditions, à ce que l'ensemble soit mis en service d'ici à la fin de l'année 2022. Lors de la présente visite d'inspection, il a pu être observé que la dalle destinée à accueillir la réserve d'eau incendie (cuve de 980 m3) ainsi que le local du groupe motopompe étaient en place. L'exploitant a alors indiqué que l'installation de la cuve devait débuter la semaine suivante, ce qui a pu être confirmé par l'envoi de photos début décembre 2022. Par courriel du 28/12/2022, l'exploitant a informé l'inspection de la réalisation de tests de mise en service de la cuve incendie, et du groupe motopompe associé, permettant d'alimenter les canons à eau des fosses de stockage des déchets. Des photos des équipements effectués durant ces tests ont été joints à l'appui de ce message. Dans ces conditions, l'inspection considère que l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure pris à son encontre le 21/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Modalités de stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suites précédentes visites d'inspection
Prescription contrôlée : Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas des risques de pollution (prévention d'un lessivage des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques. [...] Les déchets résultant du traitement des déchets ménagers et assimilés présents sur le site sont en permanence à l'abri des eaux pluviales, à l'exception des mâchefers. [...] Le stockage des boues générées par la station de traitement des eaux n'excède pas 15 tonnes. Les boues de la station physico-chimique sont stockées en benne couverte. [...]
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, il a pu être constaté, d'une façon générale, que les conditions de stockage des déchets dangereux nécessitent encore d'être améliorées. En effet, si les big-bags entreposés au niveau de la plateforme mâchefers sont désormais fermés hermétiquement et la plateforme mâchefers nettoyée depuis la dernière visite : <ul style="list-style-type: none">- l'étiquetage et la signalisation reste à être finalisées au niveau de la zone de stockage temporaire des big-bags de réfiom,- les bacs de rétention des réservoirs d'huiles usagées doivent être vidés et régulièrement vérifiés,- la rétention maçonnée autour du décanteur lamellaire doit être réparée,- et de façon plus globale, certaines zones nécessitent d'être rangées et nettoyées, en particulier la zone située à proximité du local du GTA.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 6.1.1											
Thème(s) : Risques chroniques, Suites précédentes visites d'inspection											
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : [Constat établi à l'issue de la visite du 21/11/2021] :</p> <p>[...] Au jour de la visite, l'exploitant indique avoir mandaté un nouveau bureau d'études (société Orféa) afin de procéder à de nouvelles mesures de bruit et établir un plan d'actions de réduction de bruit dans l'environnement. Le rapport correspondant, établi le 2 novembre 2021, a été transmis à l'inspection le 19 janvier 2022. Malgré une légère amélioration des niveaux de bruit ambiant en ZER, les résultats montrent toujours des émergences non conformes en période nocturne (4,5 dB(A) en ZER4 et de 7 à 8 dB(A) sur les 3 autres points), avec la particularité toutefois de niveaux de bruit résiduels particulièrement bas (de l'ordre de 40 dB(A)) en comparaison avec ceux de la précédente campagne de mesures (de l'ordre de 45 dB(A)).</p>											
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/12/2004</p> <p>Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. L'accès au site est fermé de 0h30 à 5h30. Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ; - la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. <p>Article 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> <table border="1"> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés									
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<p>Constats : Pour faire suite aux constats effectués lors de la visite d'inspection du 21/11/2021, l'exploitant a fait réaliser de nouvelles mesures de bruit en limite de propriété et en Zone à Émergence Réglementée (ZER) durant l'été 2022.</p> <p>Si les mesures effectuées montrent des résultats conformes en limite de propriété (en période diurne et nocturne) ainsi qu'en ZER en période diurne, 3 points présentent encore des dépassements en ZER en période nocturne (émergences calculées de 4,5 à 6,5 dB(A) pour une émergence autorisée de 3 dB(A)).</p> <p>Les installations de traitement des fumées sont identifiées, depuis le début des investigations, comme étant la source de bruit la plus génératrice de nuisances. Malgré les améliorations apportées (remplacement des boîtes à ressorts et nettoyage des ventilateurs d'extraction d'air, isolation du bâtiment et des gaines de refoulement des installations de traitement des fumées), les niveaux d'émergence en période nocturne restent non conformes. Toutefois, l'exploitant prévoit que les travaux de mise en conformité du site, consistant à modifier les installations de traitement des fumées, améliorent la situation à l'issue de ces travaux (été 2024).</p> <p>Cette amélioration reste néanmoins hypothétique, et l'inspection prévoit, par conséquent, de proposer à monsieur le préfet, au regard de la situation, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les niveaux d'émergence maximum autorisés en période nocturne.</p>											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription											
Proposition de délais : 12 mois											

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, Articles 9.2.3 et 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suites précédentes visites d'inspection
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : [Constat établi à l'issue de la visite du 08/07/2021] :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines montre que certains paramètres, comme les chlorures, présentent des valeurs significativement plus élevées en aval du site qu'en amont. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier cette situation et de vérifier si d'autres paramètres présentent de telles anomalies.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/12/2004</p> <p>L'aire de stockage et de traitement des mâchefers est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle est étanche. [...] Les eaux de percolation et de ruissellement de l'aire mâchefers sont récupérées et stockées dans un bassin tampon de 1300 m³ dans l'attente de leur traitement. [...]</p>
<p>Constats : Dans son courrier de réponse du 01/09/2021 faisant suite à la visite d'inspection du 08/07/2021, l'exploitant présente les résultats des analyses des eaux souterraines de ces dernières années sous forme de graphiques tel que demandé par l'inspection. Ces résultats mettent notamment en évidence des valeurs plus élevées en aval qu'en amont pour les paramètres suivants : chlorures, sulfates, calcium, sodium et potassium.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant, l'inspection a signalé que ces paramètres pourraient être des marqueurs de lixiviation des mâchefers mais également d'infiltration des eaux de lavage des fumées voire des réactifs utilisés pour le traitement des fumées (acide chlorhydrique, soude et chaux). L'exploitant avait alors indiqué avoir commencé une campagne d'audit et de curage des réseaux enterrés de l'usine afin d'identifier d'éventuelles anomalies d'étanchéité des canalisations afin de procéder, le cas échéant, aux remises en état nécessaires.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que ces investigations n'ont pas révélé d'anomalies particulières de l'état des réseaux et avoir procédé à diverses opérations de nettoyage.</p> <p>Il indique également avoir observé une amélioration sur les derniers résultats, ce que ne partage pas l'inspection, les derniers résultats d'octobre 2022 montrant toujours une nette différence des teneurs entre l'amont et l'aval sur ces différents paramètres (facteur 20).</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu observer un état de dégradation relativement important de la plateforme mâchefers, au niveau des joints de dilation en particulier. Cette dégradation est susceptible de remettre en cause l'étanchéité de la plateforme et permet, par ailleurs, d'avancer une explication quant à la situation constatée.</p> <p>Des travaux de réfection de la plateforme mâchefers doivent donc être entrepris afin de garantir sa parfaite étanchéité.</p> <p>L'inspection rappelle enfin à l'exploitant qu'il pourra utilement se référer au guide "Surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux ICPE et sites pollués" (version juin 2019) établi par le ministère de la transition écologique, le BRGM et l'INERIS, notamment dans le rendu des campagnes de suivi (présentation des résultats sous forme de graphiques, cartographique et interprétation des résultats). À ce titre, et en application des recommandations de ce guide, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un bilan de la surveillance des eaux souterraines effectuées ces dernières années (de façon plus large que le périmètre du rapport de base retenu dans le cadre du réexamen IED) de façon à orienter les éventuelles investigations à mener et adapter la surveillance aux évolutions observées le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois